

S. N. C. F.

RÉGION DU SUD-OUEST

Service

Division ou Subdivision

N° de N° 6952

DOSSIER N°

SOUS-DOSSIER N°

Rehabilitation

a date du 15 juillet 1949

du fait d'urgence au cas où

*Je pars d'étampes
(fact de 15 janvier 1945)*

956

Alin à Cognac - 40. W-23 076 - 9-48

N° de N° 6952

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
DES
CHEMINS DE FER ÉCONOMIQUES

4, Cité de Londres, 4

Accès entre { 13 et 15, rue de Londres
les Numéros { 84 et 86, rue Saint-Lazare

PARIS (IX^e)

TÉLÉPHONE : TRinité 41-33 - 41-34

CHÈQUES POSTAUX PARIS 88 52

REGISTRE du COMMERCE SEINE 105.269

N^o

EXPLOITATION

C.G.B.

Occupations de terrains

- 1 -

Paris, le 13 Novembre 1951

14 NOV. 1951

EXPLOITATION SERVICE GÉNÉRAL
1^{re} SECTION A - SECRÉTARIAT G

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-joint copie d'une lettre que nous adressons ce jour à M. le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments de la Région Sud-Ouest (Comptabilité) au sujet de la facturation des occupations de terrains intéressant les lignes du réseau des Chemins de fer de Grande Banlieue (C.G.B.) en contact avec cette Région.

Veillez agréer, Monsieur l'Ingénieur en Chef, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

G. Guichet
Le Sous-Directeur

G. Guichet

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation de la Région du Sud-Ouest de la S.N.C.F., 1, Place Valhubert - PARIS (XIII^e) -

9231

EXPLOITATION

C.G.B.

Occupations de terrains

very pour 1951

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

Le Service de la Comptabilité Générale de la S.N.C.F. nous a adressé un avis d'inscription en compte d'un débit de 700 francs concernant l'occupation de deux parcelles à proximité de la gare d'Etampes période du 1er août 1950 au 31 juillet 1951 (Référence de l'avis d'inscription : -Région Sud-Ouest - Voie et Bâtiments - 80.002).

Etant donné que les voies ferrées du réseau des Chemins de fer de Grande Banlieue (C.G.B.) en contact avec la Région Sud-Ouest ont été déclassées et remises par notre Société au Département de Seine-et-Oise, nous avons l'honneur de vous prier de faire présenter directement à ce Département, à l'avenir, toute facturation concernant les occupations intéressant ces voies ferrées.

Nous donnons copie de la présente lettre :

- à M. le Chef du Service de l'Exploitation de la Région Sud-Ouest,

- à M. le Chef du Service de la Comptabilité Générale de la S.N.C.F.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ingénieur en Chef, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

LE DIRECTEUR GENERAL,

Le Sous-Directeur

G. Guichetou

Monsieur le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments de la Région du Sud-Ouest de la S.N.C.F. (Comptabilité) 6bis, Boulevard de l'Hôpital à PARIS (XIIIe)

65/10/01/7/17 ex

REGION DU SUD-OUEST
EXPLOITATION
Division Commerciale
Services Extérieurs

Paris, le

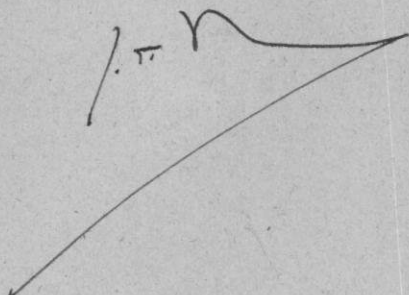
4 JUIN 1949

T.R.
N° 6

Monsieur le Chef de la 1ère Section B.
du Service Général,

Je vous informe que le traité passé le 15 Novembre 1948 avec la Société Générale des Chemins de Fer Economiques pour la transmission à Arpajon et à Etampes des colis postaux, petits colis, colis familiaux et colis express, sera résilié à partir du 1er Août 1949 et qu'il lui sera substitué à la même date un traité de réexpédition. Ce nouveau Service desservira les mêmes localités sauf une, mais sera exclusivement rattaché à la gare d'Arpajon.

LE CHEF DES SERVICES EXTERIEURS,

A handwritten signature, possibly "J. R.", is written above a long, sweeping diagonal line that extends from the middle of the page down towards the bottom left corner.

44/9/01/12

REGION DU SUD-OUEST
EXPLOITATION
Division des Etudes
38 Section B
60.342 G. 00

Paris, le

10 DEC 1948

-:-

Gare d'Arpajon

Transformation en em-
branchement particulier
d'un tronçon de la ligne
Arpajon - Etampes de la
Société Générale des
Chemins de fer Economiques.

Monsieur le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments,

Par communication du 13 novembre 1948, vous nous demandez de vouloir bien vous faire connaître si, par suite de la demande formulée par certains usagers, d'utiliser les installations d'échange des Chemins de fer Economiques (C.F.E.), appartenant à la S.N.C.F., vous deviez surseoir à la dépose de ces installations.

En effet le Directeur des Entrepôts de l'Orge à Arpajon, agissant au nom de commerçants et industriels, qui étaient desservis par la ligne Etampes Arpajon, exploitée par la Compagnie Générale des Chemins de fer Economiques (C.G.E.) a demandé le maintien, au titre d'embranchement particulier, d'un tronçon de cette ligne.

Nous avons fait savoir au demandeur que nous n'avons pas d'objection lorsque le déclassement de la ligne en cause aura été prononcé et qu'une entente sera intervenue entre le département et les intéressés, à placer sous le régime d'un embranchement particulier, le tronçon de ligne qui restera pour la desserte des installations de ces derniers.

....

8281 7204

Les voies actuelles 9 et 11 de la gare d'Arpajon qui seront comprises dans les installations de l'embranchement serviront de faisceau d'échange. La lère partie de l'embranchement pourra être constituée par la partie des dites installations s'étendant depuis l'aiguille reliant les 2 voies NOS 9 et 11 à la voie 7 jusqu'aux taquets d'arrêt à installer sur chacune de ces voies.

En attendant le déclassement nous continuons à mettre les wagons à disposition des clients intéressés sur les dites voies d'échange 9 et 11 d'où ils sont retirés par une machine appartenant au groupement de ces clients.

En conséquence, il convient donc de surseoir à la dépose des installations d'échange appartenant à la S.N.C.F.

LE CHEF DU SERVICE DE L'EXPLOITATION,
Le Chef de la Division des Études

Signé : LARDEAU

Copie transmise à :

Monsieur le Chef de la 1^{re} Section B
du Service Général,

à titre de renseignement.

Paris, le 11 DEC 1948

Le Chef de la 3^e Section B

C.F.
REC. - G. EST
14 DEC. 1948
SER. V. 1

L. L. Perin

M. Parange

1er juin 1949

REGION DU SUD-OUEST
EXPLOITATION

Service Général - 1ère Section B

Monsieur le Directeur Général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre n° 5774 du 18 mai 1949 par laquelle vous nous informez de la fermeture à partir du 1er juillet 1949 de la ligne d'Etampes à Maisse à tout trafic par fer et par voie de conséquence, de la résiliation à partir de la même date, du traité d'échange de trafic à la gare d'Etampes du 1er janvier 1945.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma considération distinguée.

LE CHEF DU SERVICE DE L'EXPLOITATION
Signé : GIRETTE

Monsieur le Directeur Général
de la Société Générale des Chemins de Fer
Economiques -

4 Cité de Londres - PARIS 8ème

- (1) Monsieur le Chef du Service M.T.
Monsieur le Chef du Service V.B. (Sub. C^{té})
Monsieur le Directeur du Scc Central du Mt
C.A.E. PARIS
- (2) M. le Chef du Bureau du Mouvement des Wagons,
36, rue de Leningrad PARIS 8ème
M. le Chef de la Division Commerciale
M. le Chef de la Subdivision de la Comptabilité
du Contrôle des Recettes,
162, rue Spassure - PARIS 17ème
M. le Chef de la 3e Subdivision de la Comptabi-
lité Générale - Bureau des Comptes Courants -
49, rue de Londres - PARIS
M. le Chef de la Subdivision du Contrôle des
Recettes Voyageurs -
212, rue de Bercy - PARIS 12ème
- (3) M. le Chef de la 3e Section A du Scc Gel
M. le Chef de la Division du Mouvement (10e Son)
à titre de renseignement. (Résiliation, à per-
tir du 1er juillet 1949, du traité d'échange
d'Etampes du 1er janvier 1945.

Paris, le

7 JUIN 1949

Monsieur le Chef de la Division des Etudes

à titre de renseignement. (Résiliation, à per-
tir du 1er juillet 1949, du traité d'échange
d'Etampes du 1er janvier 1945.

Il voudra bien engager, en accord avec
le Service de la Voie et des Bâtiments, les
négociations utiles avec la Cie des chemins de
Fer Economiques pour la remise des lieux dans
leur état primitif.

LE CHEF DE LA DIVISION DU SERVICE GENERAL,

- (1) LE CHEF DU SERVICE DE L'EXPLOITATION,
(2) LE CHEF DE LA DIVISION DU SERVICE GENERAL,
(3) LE CHEF DE LA 1ère SECTION B

signé: Fabre

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
DES
CHEMINS DE FER ÉCONOMIQUES

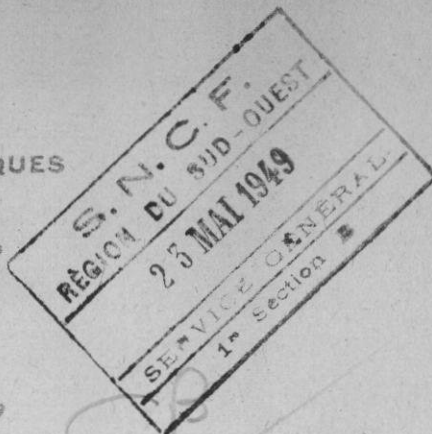
4, Cité de Londres, 4

Accès-entre : 13 et 15, rue de Londres
les Numéros : 84 et 86, rue Saint-Lazare

PARIS (IX^e)

TÉLÉPHONE : TRINITE 41-33 - 41-34

CHÈQUES POSTAUX PARIS 89 52
REGISTRE du COMMERCE SEINE 105.269



Paris, le 18 Mai

19 49

N°

5774

EXPLOITATION

C.G.B.

Résiliation du traité
d'échange d'Etampes.

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

Nous avons l'honneur de vous faire connaître qu'en application des décisions prises par le Département de Seine-et-Oise la ligne d'Etampes (inclus) à Maisse(exclu) sera fermée à tout trafic par fer à dater du 1er Juillet 1949.

En conséquence, le traité d'échange d'Etampes, en date du 1er Janvier 1945, se trouvera résilié à la même date par application du 2ème alinéa de son article 18.

Nous examinons actuellement les conditions dans lesquelles un service de remplacement pourrait être assuré par notre Société et, le cas échéant, nous adresserons des propositions à votre Division Commerciale, en ce qui concerne l'accord de transmission à intervenir.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ingénieur en Chef, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Monsieur GIRETTE, Chef du Service de l'Exploitation de la Région du
Sud-Ouest de la S.N.C.F., 1 Place Valhubert - PARIS 13^e.

*voir N. le
Reg 83
the direct*

TRAITE REGLANT L'ECHANGE DU TRAFIC
ENTRE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS
ET LA SOCIETE GENERALE DES CHEMINS DE FER ECONOMIQUES
A LA GARE D'ETAMPES

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer français dont le siège est à Paris, rue Saint-Lazare, n° 88, représentée par M. CARDON, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. J. GOURSAT Directeur Général de la dite Société,

d'une part;

Et la Société Générale des Chemins de fer Economiques dont le siège est à Paris, Cité de Londres, n° 4, représentée par M. Jean GRIGNON, Directeur Général, agissant au nom et pour le compte de cette Société,

d'autre part;

IL A ETE DIT ET CONVENU CE QUI SUIT :

1° - ORGANISATION DU SERVICE

ARTICLE 1er - Service d'échange de trafic

Un service d'échange du trafic entre la Société Nationale des Chemins de fer français désignée ci-après par les initiales S.N.C.F. et la Société Générale des Chemins de fer Economiques désignée ci-après par les initiales S.G.C.F.E., fonctionne à la gare d'Etampes dans les conditions de l'article 37 du Cahier des Charges de la S.N.C.F. complétées par les dispositions suivantes :

ARTICLE 2 - Délimitation des installations

Les installations propres à chaque Administration, les installations d'échange ainsi que leurs limites sont figurées au plan joint au présent traité.

ARTICLE 3 - Police des gares - Surveillance du service

Les Chefs des gares des deux Administrations ont, chacun en ce qui les concerne, la direction et la police de leur gare et de leurs dépendances.

ARTICLE 4 - Conditions de prise en charge, de livraison, d'utilisation et de restitution du matériel roulant.

La livraison, l'utilisation et la restitution du matériel roulant, et des agrès entre la S.N.C.F. et la S.G.C.F.E. font l'objet de l'Annexe I au présent traité.

L'article 3 de l'Annexe I précise les conditions de prise en charge, de livraison et de restitution du matériel par la S.N.C.F. ou la S.G.C.F.E.

X Chaque Administration assure, avec son propre personnel et ses propres machines, la prise et la remise des wagons complets G.V. et P.V. en provenance ou à destination de ses lignes sur les voies d'échange.

La S.G.C.F.E. se conforme aux instructions de la S.N.C.F. pour l'exécution des chargements et l'arrimage des marchandises à destination de cette dernière.

ARTICLE 5 - Echange des voyageurs, des bagages, des colis postaux et des marchandises ne faisant pas l'objet de wagons complets.

1°) Les voyageurs transitant à Etampes du réseau de la S.G.C.F.E. sur le réseau de la S.N.C.F. et vice-versa, passent d'une ligne sur l'autre et sont traités comme les voyageurs en provenance ou à destination de la localité.

2°) L'échange des bagages, des colis postaux et des marchandises ne faisant pas l'objet de wagons complets a lieu aux points de la gare S.N.C.F. désignés à cet effet par une consigne locale, établie d'accord entre les deux Administrations contractantes. Chacune de celles-ci reste chargée du transport des colis entre ses trains et les points désignés ci-dessus. Le cas échéant, des accords peuvent être conclus pour le brouettage de ces colis entre les installations des deux Administrations.

ARTICLE 6 - Prise en charge des marchandises

Les marchandises contenues dans les véhicules sont considérées comme prises en charge en même temps que ces derniers, sous réserve des opérations de reconnaissance contradictoire qui pourraient être effectuées ultérieurement suivant le régime auquel les échanges sont soumis à ce point de vue et défini à l'Annexe III au présent traité.

La prise en charge des bagages, colis postaux et de toutes autres marchandises ne faisant pas l'objet de wagons complets enlevés ou remis à la gare locale S.N.C.F. par la S.G.C.F.E. est considérée comme effective dès que le représentant du réseau cessionnaire en a donné décharge par écrit au représentant du réseau cédant.

ARTICLE 7 - Manoeuvre des aiguilles

Toutes les dispositions utiles devront être prises et l'entente nécessaire réalisée entre les agents des deux Administrations avant la desserte des voies d'échange ou avant l'exécution de tout mouvement susceptible d'engager les voies des deux Administrations pour éviter tout accident ou incident.

Après la desserte l'aiguille 202 donnant accès aux voies d'échange est cadenassée en direction du cyl. de sac de la voie de tiroir paire.

Les clés des cadenas des aiguilles demeurent entre les mains du Chef de gare de la S.N.C.F. qui sera seul chargé des dispositions à prendre pour les manœuvres.

II - CLAUSES FINANCIERES

ARTICLE 8 - Entretien et renouvellement des installations d'échange.

La S.N.C.F. entretient les branchements de soudure et la voie à la suite jusqu'à sa limite d'emprises. Elle entretient également la totalité de l'installation d'équipement électrique des voies d'échange.

La S.G.C.F.E. entretient toutes les voies et installations d'échange situées au-delà de la limite d'emprises de la S.N.C.F., ainsi que les voies et installations qui lui sont propres.

Pour couvrir la S.N.C.F. des dépenses d'entretien et de renouvellement définies ci-dessus, la S.G.C.F.E. lui verse une redevance forfaitaire annuelle de mille trois cents francs (1.300 frs).

ARTICLE 9 - Modifications ultérieures aux installations d'échange

Les remaniements et agrandissements à exécuter à toute époque aux installations d'échange, soit à la suite d'un commun accord intervenu entre la S.N.C.F. et la S.G.C.F.E., soit conformément à des projets approuvés par l'Administration Supérieure, seront à la charge de la S.G.C.F.E.; y compris les dépenses que la S.N.C.F. devra engager pour l'établissement ou la modification de ses voies et de leurs accessoires et qui auraient pu être évitées sans la présence des installations de la S.G.C.F.E.; l'exécution des travaux fera l'objet d'un accord spécial à intervenir entre la S.N.C.F. et la S.G.C.F.E. avant l'exécution des travaux.

ARTICLE 10 - Variation de la redevance prévue à l'article 8

La redevance forfaitaire fixée à l'article 8 est censée valoir à la date du premier janvier mil neuf cent quarante-quatre.

En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général, cette redevance sera modifiée à la même date, dans la même proportion et dans le même sens que ces tarifs.

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de certains tarifs S.N.C.F. applicables aux transports commerciaux.

ayant entraîné une variation appréciable du taux moyen des prix de transport de marchandises, analogue à celle qu'aurait provoqué une modification générale des prix des tarifs marchandises S.N.C.F.

En outre, les deux administrations se réservent le droit de modifier dans l'avenir et d'un commun accord, après préavis de 3 mois, le montant de ces redevances si l'expérience démontrait qu'elles ne sont plus en rapport avec l'importance des fournitures et prestations réellement effectuées.

ARTICLE 11 - Règlement des dépenses éventuelles et des redevances prévues aux articles 8 et 9.

Les dépenses à mettre éventuellement à la charge de la S.G.C.F.E. d'après l'article 9, ainsi que de la redevance prévue à l'article 8 sont, en vue de leur règlement, incorporées dans le compte tenu par la S.N.C.F. conformément aux dispositions de l'article 3 de l'Annexe II au présent traité.

ARTICLE 12 - Etablissement des écritures de remise des marchandises et décomptes de trafic - Règlements financiers.

Les conditions relatives à l'établissement des écritures de remise de marchandises, aux décomptes du trafic et aux règlements financiers entre la S.N.C.F. et la S.G.C.F.E. font l'objet de l'Annexe II au présent traité.

III - TRANSMISSION DES MARCHANDISES ET IMPUTATIONS DES INDEMNITES.

ARTICLE 13 - Les conditions relatives à la transmission des marchandises entre la S.N.C.F. et la S.G.C.F.E. et à l'imputation des indemnités payées à l'occasion des transports font l'objet de l'Annexe III au présent traité.

IV - RESPONSABILITES

ARTICLE 14 - Accidents

Les conséquences financières des accidents et incidents survenant dans les gares visées au présent traité sont supportées comme il est indiqué ci-après :

1°- Accidents survenant aux agents des deux Administrations.

Les accidents de cette nature sont toujours à la charge de l'Administration à laquelle appartient l'agent. Par suite, chacune des deux Administrations supporte seule, sans recours contre l'autre, les conséquences de ces accidents et garantit l'autre contre toute action qui pourrait être exercée contre elle ou ses agents, notamment par application de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898.

Si la S.G.C.F.E. a recours à une entreprise pour effectuer en partie ou en totalité les travaux qui lui incombent, elle doit faire stipuler dans le contrat que la lie à l'entreprise que cette dernière supporte seule les conséquences de tous les accidents qui pourraient survenir à son personnel, quelle qu'en soit la cause, qu'elle renonce à exercer contre la S.G.C.F.E. et la S.N.C.F. ou contre leurs agents, aucune réclamation ou action en raison de ces accidents et qu'elle les garantit contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux de ce chef, tant en vertu du droit commun qu'en application de la loi sur les accidents du travail.

2°- Accidents ou dommages causés aux tiers et aux matériels des deux Administrations.

Les conséquences financières des accidents ou dommages causés aux tiers ou aux matériels des deux Administrations sont à la charge de la S.N.C.F. s'ils se produisent sur ses installations propres; elles sont à la charge de la S.G.C.F.E. s'ils se produisent sur ses installations propres ou sur les installations d'échange telles qu'elles figurent sur le plan annexé au présent traité.

ARTICLE 15 - Incendies

Les dommages résultant des incendies sont à la charge de la S.N.C.F. pour le mobilier et les installations qui lui sont propres, ainsi que pour le matériel roulant, les agrès et les marchandises qu'elle a pris en charge aux termes de l'article 6 du présent traité.

Les dommages résultant des incendies sont à la charge de la S.G.C.F.E. pour le mobilier et les installations qui lui sont propres, pour les installations d'échange telles qu'elles figurent au plan annexé au présent traité et pour le matériel roulant, les agrès et les marchandises qu'elle a pris en charge aux termes de l'article 6 du présent traité.

Il ne sera exercé aucun recours de voisinage et, par suite, les conséquences de tout incendie seront réglées d'après la nature des objets atteints ou avariés comme il est dit ci-dessus et non d'après le lieu d'origine et la cause du sinistre.

ARTICLE 16 - Assurances

La S.G.C.F.E. peut assurer contre les accidents et incendies la part dont elle est responsable, et, dans ce cas, elle doit imposer aux Compagnies d'assurances avec lesquelles elle contracte, la renonciation à tous recours contre la S.N.C.F. et ses agents.

- 6 -

V - CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 17 - Contestations

Toute contestation de quelque nature qu'elle soit, s'élevant relativement à l'interprétation et à l'exécution du présent contrat, est obligatoirement soumise à un arbitrage.

A cet effet, la partie la plus diligente notifie, par lettre recommandée à l'autre partie, le nom de l'arbitre de son choix. Dans le délai de vingt jours de cette notification, l'autre partie doit désigner son propre arbitre.

En cas de désaccord entre eux, les arbitres éliront un troisième arbitre, qui ne sera pas obligé de se conformer à l'avis de l'un des deux autres.

Si les arbitres ne peuvent s'entendre sur la nomination d'un troisième arbitre, celui-ci sera désigné par ordonnance du Président du Tribunal Civil de la Seine, à la requête de l'une ou l'autre des parties.

A défaut par l'une de celles-ci de faire connaître son arbitre dans le délai fixé, cet arbitre sera nommé d'office par le Président du Tribunal Civil de la Seine statuant comme il précède.

Les arbitres doivent rendre leur sentence dans les trois mois de leur nomination ou, le cas échéant, de l'ordonnance désignant l'arbitre de la partie défaillante ou le troisième arbitre.

Les arbitres se conforment aux délais et formes ordinaires de la procédure et statuent suivant les règles du droit, les parties n'entendant pas les constituer amiables compositeurs.

Les arbitres prononcent en premier ressort seulement.

En cas de décès, de départ ou d'empêchement d'un des arbitres il sera pourvu à son remplacement dans le délai de 15 jours.

ARTICLE 18 - Durée du traité

Le présent traité, conclu pour une durée indéterminée, aura effet à partir du premier janvier mil neuf cent quarante cinq. Chacune des parties aura le droit d'en demander, à toute époque, la révision ou d'en notifier la résiliation par lettre recommandée, adressée à l'autre partie six mois avant l'entrée en vigueur de cette révision ou un an avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

Toutefois, le dit traité prendrait fin de plein droit au cas où, pour une cause quelconque, le S.N.C.F. abandonnerait en tout ou en partie, l'exploitation de la gare d'Etampes et où la S.G.C.F.E. cesserait d'assurer l'exploitation par voie ferrée de sa ligne.

ARTICLE 19 - Dépose des installations.

Tous les frais qui seraient occasionnés à la S.N.C.F. pour la dépose des installations d'échange seraient à la charge de la S.G.C.F.E.

ARTICLE 20 - Les paiements de toute nature résultant de l'application du présent traité seront arrondis au franc le plus voisin et, en cas d'équidistance, au franc inférieur.

ARTICLE 21 - Timbre et enregistrement

Les frais de timbre du présent traité sont à la charge de la S.G.C.F.E.; les frais d'enregistrement seront à la charge de la partie qui succombera sur la difficulté qui aura donné lieu à cette formalité.

Fait double à Paris, le premier janvier mil neuf cent quarante-cinq.

P. LE DIRECTEUR
DE LA REGION DU SUD-OUEST
et par Délégation

Signé: GIRETTE

Lu et approuvé,

Signé: Jean GRIGNON.